

Une politique décoloniale de la jeunesse et réflexions « de la frontière »



Soumaya Mestiri

Soumaya Mestiri est professeure titulaire de philosophie à l'Université de Tunis (FSHST). Ses recherches portent sur l'histoire du libéralisme et du républicanisme, les théories de la justice et le féminisme.

Bonjour Soumaya, votre champ de recherche est la philosophie politique et sociale et vos intérêts de recherche portent sur l'histoire du libéralisme et du républicanisme, sur les théories de la justice. Vous avez beaucoup travaillé sur Rawls par exemple, et sur le féminisme.

Sur le fond de vos recherches : À quoi pourrait ressembler une politique décoloniale de la jeunesse en Méditerranée, notamment en comparaison avec les initiatives antérieures de coopération politique entre les deux rives de la Méditerranée qui ont en partie échoué ?

Je dirais qu'à mon sens, une politique décoloniale qui ciblerait la jeunesse ou qui serait portée en faveur de la jeunesse, ce serait d'abord une politique qui mettrait les jeunes au centre du débat. Enfin ça paraît assez évident mais ça ne l'est pas du tout parce que la jeunesse est aussi parfois instrumentalisée, on s'en sert comme bouclier, et on oublie en fait ses intérêts en réalité. Donc une politique réellement décoloniale qui viserait les intérêts de la jeunesse, serait une politique qui accepterait que les plus âgés disons, se mettent en retrait des deux côtés pour laisser la parole aux jeunes et donc éviterait de parler à la place d'eux. Je pense qu'essentiellement c'est ça, les jeunes ne demandent que ça. Là aussi, ça peut paraître assez évident en fait de dire ça, mais les jeunes ne demandent qu'à être entendus. Souvent les structures ou les institutions existent pour qu'on les entende, mais il n'empêche qu'il y a des pesanteurs qui font qu'on préfère parler à leur place. Donc à mon avis, si on veut parler d'une politique décoloniale, il faut accepter d'écouter la parole de l'autre, et assez peut-être paradoxalement de ne pas encadrer cette parole, de la laisser libre de s'exprimer de la manière dont elle le veut. Par exemple quand on voit l'activisme des jeunes en Tunisie, on voit que, d'ailleurs ce n'est pas propre à la Tunisie, mais je parle à partir de ce point de vue-là, les jeunes sont très inventifs, sont très créatifs, ils inventent de nouvelles manières de lutter en fait, de résister essentiellement, et plutôt que d'essayer de les contraindre vers une forme d'institutionnalisation, on devrait pouvoir les laisser s'exprimer.

Dans votre livre « Décoloniser le féminisme », vous utilisez souvent le terme de « frontière » dans différents contextes. Ce terme comprend différentes dimensions, y compris philosophiques et symboliques, qui vont au-delà de la définition de la frontière d'un État-nation, par exemple. La question des frontières est particulièrement intéressante pour l'espace méditerranéen qui est à la fois un espace de relations et de circulation, et un espace où les politiques de fermeture européennes sont particulièrement visibles dans toutes leurs conséquences brutales. La réalité des frontières nationales en termes de restrictions de mobilité et les asymétries dans la politique des visas font aussi partie de la réalité quotidienne de certains membres de notre groupe de recherche. Où pourrait-nous mener en termes de philosophie politique et culturelle une réflexion « à la frontière » sur le champ des échanges transméditerranéens ? Et de quels types de frontière parlons-nous dans ce cas ?

Disons que moi, ce qui m'intéresse et que je trouve plus pertinent, c'est de se situer. Moi, je récusé un peu le concept « à la frontière » et je dis qu'on est « de la frontière ». Et pour moi, la frontière, ce n'est pas un point, en fait, c'est un lieu de résidence. Donc, je pense que nous tous, nous habitons une frontière. Nous y vivons. Ça veut dire qu'on est ouvert à l'autre côté. Mais ça veut dire aussi que notre but, ce n'est pas de gommer cette ligne. Parce qu'il y a des choses dans la frontière elle-même qui font partie de nous et qui sont nous en réalité. Ça, évidemment, c'est un plan théorique. C'est un plan symbolique. Sur un plan de déplacement, sur un plan spatial. Évidemment, le droit à la libre circulation, c'est un droit de l'humain. Donc, il faut lutter pour l'ouverture, pour l'ouverture des frontières. En fait, c'est quand on ouvre, quand on permet la libre circulation, ça veut dire qu'on reconnaît en l'autre un être humain comme nous. Enfin, c'est une politique de la dignité qui est ici en jeu. Et c'est très important. Donc, mon idée à moi, c'est que, encore une fois, nous, on est des êtres de la frontière. C'est-à-dire, notre identité participe de quelque chose qui se trouve au centre. Mais dire cela, c'est une autre manière de dire que, sur le plan identitaire, on n'a pas à gommer les frontières. Je trouve que c'est quelque chose de très important. C'est aussi la question de l'ancrage. Et donc, sur un plan spatial ou plus politique, bien sûr, il faudrait pouvoir, pour la dignité des êtres humains, penser la libre circulation – même si je ne sais pas comment ça pourrait se faire techniquement.

Quelles seraient vos attentes quant à la structure et au travail d'un possible futur office transméditerranéen de la jeunesse ? Où voyez-vous sa nécessité et ses potentiels ? Mais surtout, quels sont ses défis concrets à prendre en compte sur le chemin de son établissement ?

Alors, il faudrait savoir exactement quelle forme d'échange et de coopération est visée. Je dirais que la chose essentielle qu'il faudrait prendre en compte, c'est, au moins du côté des Suds, c'est-à-dire du Sud de la Méditerranée, la volonté des jeunes de s'ouvrir à l'autre, de s'ouvrir aux autres. D'une manière générale, pour éviter de tomber dans ce qu'on appelle la politique d'influence, il faut se mettre à l'écoute des autres. Évidemment, la politique d'influence fait partie de ces risques qui sont toujours là et qui nous hantent, comme le risque essentialiste, par exemple. Mais je crois que pour le minimiser, il faudrait pouvoir écouter ces jeunes. Je pense que si on leur posait directement la question, probablement qu'ils diraient des choses qui, moi-même, m'étonneraient.

Soumaya Mestiri | Azyza Deiab

*Entretien tenu le 18.01.2023
à l'Université de la Sarre*

Transmed
Politique de la jeunesse